

Demande d'urgence

Ben Weyts (N-VA): Je demande l'urgence pour notre proposition de loi visant à ce que le gouvernement fédéral soit dorénavant composé de membres capables de s'exprimer correctement en français et en néerlandais. Non seulement la N-VA mais aussi l'ensemble de la Flandre, M. Yves Leterme et tous les partis flamands estiment qu'il s'agit d'une évidence.

C'est aujourd'hui le moment ou jamais de transposer ce principe évident dans une législation concrète. Les officiers de l'armée, les fonctionnaires, les bourgmestres et les échevins des communes de la frontière linguistique et des communes à facilités doivent être légalement bilingues. Mais le bilinguisme est également attendu de la part de toute société bruxelloise qui se respecte et de tous les employés des commerces bruxellois. Si le bilinguisme est exigé pour de simples fonctionnaires fédéraux, nous devons également l'exiger pour les membres du gouvernement fédéral.

Nous n'exigeons pas un niveau élevé de connaissances linguistiques, mais nous voulons que chaque membre du gouvernement atteigne le même niveau que celui d'un fonctionnaire dirigeant d'un grade de base. Nous n'obligeons pas les intéressés à se soumettre à un examen linguistique préalable, mais nous exigeons qu'un règlement semblable à celui en vigueur pour les bourgmestres des communes de la périphérie soit élaboré, à savoir qu'il existe une présomption réfragable de connaissance de la langue et que cet élément puisse être réfuté devant le Conseil d'État.

Nous serait-il enfin possible, après 180 ans, de demander que le gouvernement fédéral compte des membres capables de s'exprimer non seulement en français, mais également en néerlandais? Les collègues qui estiment que les membres du gouvernement doivent être bilingues doivent voter l'urgence. Que ceux qui se satisfont d'un système où les membres du gouvernement parlent soit le français, soit le néerlandais votent contre. Pour notre part, nous émettrons un vote positif.

Gerolf Annemans (VB): Nous allons approuver l'urgence et amender la proposition en commission afin de veiller à ce que dans le futur les négociations gouvernementales soient également menées dans les deux langues.

Laurent Louis (indép.): Je soutiendrai l'urgence, parce que c'est le meilleur signal à donner. L'arrogance francophone fait que ce sont toujours les néerlandophones qui font des efforts. C'est la meilleure solution pour qu'il y ait une paix communautaire dans notre pays. Je plaide en faveur de cette proposition de bon sens!

L'urgence est rejetée par assis et levé.